

LE TEMPS

europa Mercredi 14 juillet 2010

Les tests de résistance seront un obstacle pour certaines banques régionales

Par Mathilde Farine

Les grands établissements sont suffisamment capitalisés, d'après les analystes. Les mises à l'épreuve aideront surtout à dissiper l'incertitude qui pèse sur le secteur. En Suisse, la possibilité d'une publication reste ouverte

«De possibles poches de vulnérabilité.» C'est ce qu'attend le commissaire européen aux Affaires économiques Olli Rehn des résultats des tests de résistance (stress tests) des banques dont la publication très attendue est prévue le 23 juillet. En Europe, «le secteur est globalement résistant», a-t-il assuré.

En tout, 91 établissements, représentant 65% de l'activité bancaire de la zone euro, ont dû se soumettre à ce test, qui doit déterminer si le secteur est capable d'affronter des situations extrêmes.

En très grande majorité, les analystes estiment que les banques passeront cet examen haut la main. Et en particulier les grandes banques, qui paraissent très bien capitalisées et qui ont déjà procédé à des dépréciations d'actifs.

Plus de visibilité

Certains établissements régionaux pourraient toutefois être contraints d'augmenter leurs fonds propres. Des doutes entourent notamment «les banques grecques, irlandaises, portugaises, les caisses d'épargne espagnoles et quelques établissements allemands», relève Christian Dubs, analyste chez Julius Baer.

Surtout, les analystes applaudissent la publication de ces tests qui aidera à lever l'incertitude qui plane sur l'industrie. «Même si quelques recapitalisations sont nécessaires, les investisseurs pourront reprendre confiance dans le secteur. Cela permettra de différencier les meilleures banques, alors qu'elles se trouvent actuellement toutes dans le même panier», explique Odile Clark, analyste sur les actions européennes chez Mirabaud.

Les critères choisis posent cependant quelques questions. Le Comité européen des contrôleurs bancaires (CEBS), qui a conduit l'examen avec les régulateurs nationaux et la Banque centrale européenne, évoque, dans le pire scénario, un recul de 3% de la croissance (par rapport aux prévisions établies par la Commission européenne), une baisse des prix de l'immobilier de 10% et une dépréciation des obligations de certains pays de la zone, dont la Grèce.

Certains observateurs estiment que les pires scénarios ne sont pas assez sévères. Pour Alessandro Bee, économiste chez Sarasin, ils devaient rester mesurés: il ne fallait pas qu'un cas de figure catastrophe soit trop effrayant et panique les marchés, provoquant ainsi une crise.

Hésitation helvétique

La Suisse, elle, n'a toujours pas tranché en faveur ou non d'une publication. «Pour l'instant, l'attitude des autorités n'est pas claire», estime Christian Dubs. Mais, tôt ou tard, ils devront se plier à cet

exercice, pour éviter que «UBS et Credit Suisse soient les seules banques dont on ne sait rien». Du côté de la Finma, on temporise. «Nous réalisons des tests de résistance régulièrement en collaboration avec la Banque nationale suisse, mais la question de la publication ne s'est jamais posée», explique Alain Bichsel. Selon le porte-parole, la question de la divulgation «reste ouverte et dépendra de ce que publie vraiment la zone euro». Pour l'heure, il rappelle que les critères ne sont pas tout à fait connus, mais que la Finma est en contact avec l'Union européenne.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA